



PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service de l'agriculture, de la forêt
et de l'environnement

Pôle environnement
et installations classées

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**arrêté préfectoral n° 11505 imposant des prescriptions techniques complémentaires à la
société SARCELLES ENERGIE à SARCELLES**

Le Préfet du Val-d'Oise,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement livre V, titre 1er ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2010 relatif aux chaudières présentes dans les installations de combustion d'une puissance thermique supérieure ou égale à 20 Mwth autorisées ou modifiées à compter du 1^{er} novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 août 2008, autorisant la société SARCELLES ENERGIE à exploiter une installation de chaufferie urbaine sise 3, allée de Chantereine à SARCELLES ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 juin 2009 modifiant les prescriptions relatives aux dispositions constructives de la toiture de la chaufferie ;

VU la demande de modification de fonctionnement de ses installations, déposée en juin 2010 par la société SARCELLES ENERGIE ;

VU le rapport de Monsieur le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France du 31 octobre 2012 ;

L'exploitant entendu ;

VU l'avis favorable formulé par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) le 13 décembre 2012, sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire modifié en séance ;

VU la lettre du 26 juin 2013 adressant à la société SARCELLES ENERGIE le projet d'arrêté complémentaire et les prescriptions techniques et lui accordant un délai de quinze jours pour formuler ses observations ;

VU le courrier en date du 19 juillet 2013 adressé par la société SARCELLES ENERGIE, confirmant n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDERANT la demande formulée par la société SARCELLES ENERGIE d'utiliser du fioul domestique en secours et en écrêtage du gaz, et ne plus utiliser de fioul lourd pour le fonctionnement de sa chaufferie urbaine ;

CONSIDERANT que les modifications apportées au site ne généreront pas de nuisance supplémentaire par rapport à ce qui était présenté dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter initial ;

CONSIDERANT que les émissions annuelles dans l'air seront moindres ;

CONSIDERANT que les éventuels effets thermiques et de surpression seront également moindres ;

CONSIDERANT que les modifications apportées aux installations sont notables mais non substantielles et nécessitent d'être encadrées par un arrêté préfectoral complémentaire ;

CONSIDERANT que l'ensemble des dispositions applicables au site sont complétées et modifiées par les prescriptions techniques annexées au présent arrêté ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Val d' Oise ;

ARRETE

Article 1 : La société SARCELLES ENERGIE dont le siège est situé 2, allée des Moulineaux, immeuble « Le Vaisseau » à ISSY LES MOULINEAUX (92), est autorisée, sous réserve de respecter les prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de sa chaufferie urbaine sur le territoire de la commune de SARCELLES, au 3 allée Chantereine.

Article 2 : Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 août 2008, ainsi que les prescriptions annexées à l'arrêté complémentaire du 04 juin 2009 venant modifier les prescriptions relatives aux dispositions constructives de la toiture de la chaufferie sont complétées et modifiées par le présent arrêté.

Article 3 : Dispositions applicables en cas d'infraction ou d'inobservations du présent arrêté

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par les articles L 171-8 et suivants du code de l'environnement.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R512-39 du code de l'environnement

Une copie du présent arrêté sera affichée en mairie de SARCELLES pendant une durée d'un mois. Une copie de cet arrêté sera également déposée aux archives de cette mairie pour être maintenue à la disposition du public. Le maire établira un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la Direction Départementale des Territoires – Bâtiment Préfecture, Service de l'Agriculture, de la Forêt et de l'Environnement. L'arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée d'un mois.

Un avis relatif à cet arrêté sera inséré par les soins du préfet et aux frais de l'industriel dans deux journaux d'annonces légales du département.

Une copie de l'arrêté sera affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Article 5 : Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 Cergy-Pontoise cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté prolongé de six mois après la publication ou l'affichage de celui-ci, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue dans les six mois.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, la directrice départementale des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – unité territoriale du Val-d'Oise et le maire de SARCELLES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **25 JUL 2013**

Pour la Directrice Départementale des Territoires,
Le Directeur Adjoint,


Michel BAJARD

Société SARCELLES ENERGIE

à

SARCELLES

* * *

Arrêté préfectoral complémentaire en date du **25** ~~07~~ ~~2013~~

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La Société SARCELLES ENERGIE dont le siège social est situé 2 allée des Moulineaux, immeuble «Le Vaisseau» à ISSY LES MOULINEAUX (92), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de SARCELLES des installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.1.2. MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTES AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions annexées :

- arrêté préfectoral du 12 août 2008 (arrêté d'autorisation) ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 04 juin 2009 venant modifier les prescriptions relatives aux dispositions constructives de la toiture de la chaufferie ;

sont complétées et modifiées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1. LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

L'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Rubrique	Alinea	AS A, E, D, DC, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2910	A-1	A	Installations de combustion	1 chaudière gaz de 22 MW 1 chaudière gaz de 11 MW 3 chaudières mixtes gaz / FOD de 22 MW Groupe électrogène de 0,7 MW	Puissance thermique maximale	$P \geq 20$	MW	99,7	MW
			A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes						
1432	2-b	DC	Liquides inflammables (stockage en réservoirs manufacturés de) 2. Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430	4 cuves de FOD enterrées en double enveloppe avec détection de fuite de 120 m³ chacune soit 480 m³ au total 1 cuve de FOD enterrées en double enveloppe avec détection de fuite de 4 m³	Capacité équivalente totale	$10 < C_{eq} \leq 100$	m³	19	m³

Rubrique	Alinéa	AS, A, E, D, DC NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
2925		NC	Accumulateurs (ateliers de charge d')	Local onduleur de 23,22 kW	Puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération	$P \leq 50$	kW	23,22	kW

A (Autorisation) ou AS (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou E (Enregistrement) ou DC (Déclaration Contrôlée) ou D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

TITRE 2 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 2.1.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'article 3.1.1. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses. Notamment, les conducteurs de véhicules doivent couper leur moteur pendant les opérations de chargement et déchargement.

Les chaudières sont équipées de brûleurs bas-NOx.

Une procédure interne précise, en cas de panne d'un équipement nécessaire pour respecter les valeurs limites d'émission imposées par le présent arrêté, la nécessité :

- d'arrêter l'exploitation de la chaudière associée à cet équipement si le fonctionnement de celui-ci n'est pas rétabli dans les 24 h suivant le dysfonctionnement ;
- d'informer dans les 48 h suivant le dysfonctionnement l'Inspection des Installations Classées.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Les produits brûlés sont identifiés en qualité et en quantité.

ARTICLE 2.1.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

L'article 3.2.2. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Numéro de conduit	Installations raccordées	Puissance en MW	Combustible
1	Chaudière mixte fioul domestique / gaz	22	Fioul domestique / gaz naturel
2	Chaudière mixte fioul domestique / gaz	22	Fioul domestique / gaz naturel
3	Chaudière gaz	22	Gaz naturel
4	Chaudière mixte fioul domestique / gaz	22	Fioul domestique / gaz naturel
5	Chaudière gaz	11	Gaz naturel

ARTICLE 2.1.3. CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

L'article 3.2.3. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est modifié comme suit :

Numéro de conduit	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
1	26	1,4	25 100 au gaz / 26 000 au fioul	8
2	26	1,4	25 100 au gaz / 26 000 au fioul	8
3	26	1,4	25100	8
4	26	1,4	25 100 au gaz / 26 000 au fioul	8
5	26	1,1	12700	5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

La cheminée du groupe électrogène a une hauteur minimale de 14 m.

ARTICLE 2.1.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

L'article 3.2.4. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations de combustion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ de 3%.

Ces valeurs limites s'appliquent à tous les régimes de fonctionnement stabilisés, à l'exception des périodes de démarrage et de mise à l'arrêt des installations. Toutefois, ces périodes sont aussi limitées dans le temps que possible.

Concentrations instantanées en mg/Nm ³	Conduits 1, 2, 3, 4, 5 gaz	Conduits 1, 2, 4 flouil domestique
Poussières	5	20
SO ₂	10	170
NOx équivalent NO ₂	100	150
CO	100	50
HAP	0,01	0,01
COV _{NM} en C total	50	50
HCl		10
HF		5
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn et leurs composés)		5
Cd + Hg + Tl et leurs composés		0,05 par métal et 0,1 pour la somme
As + Se + Te et leurs composés		1
Pb et ses composés		1

ARTICLE 2.1.5. VALEURS LIMITES DES FLUX DE POLLUANTS REJETÉS

L'article 3.2.5. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Les quantités de polluants rejetées dans l'atmosphère doivent être inférieures aux valeurs limites suivantes :

Flux horaire en g/h	Conduits 1, 2, 3, 4 gaz	Conduits 1, 2, 4 flouil domestique	Conduit 5 gaz
Poussières	125	520	63,5
SO ₂	251	4420	127
NOx équivalent NO ₂	2510	3900	1270
CO	2510	1300	1270
HAP	0,25	0,26	0,13
COV _{NM} en C total	1250	1300	635
HCl		260	
HF		130	
Métaux (Sb + Cr + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + Pb + V + Zn et leurs composés)		130	
Cd + Hg + Tl et leurs composés		1,3 par métal et 2,6 pour la somme	
As + Se + Te et leurs composés		26	
Pb et ses composés		26	

ARTICLE 2.1.6. FONCTIONNEMENT EN SECOURS

L'article 3.2.6. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le fioul domestique est utilisé en secours et en écrêtage. La durée de fonctionnement au fioul domestique ne devra pas dépasser une durée cumulée de 120 h sur 12 mois glissants. Une demande de dépassement des durées de 120 h (prévue au présent article) et 24 h (prévue à l'article 2.1.1. du présent arrêté) peut être présentée par l'exploitant au Préfet afin de maintenir l'approvisionnement énergétique.

ARTICLE 2.1.7. AUTOSURVEILLANCE DES EMISSIONS ATMOSPHERIQUES

L'article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

Le programme d'autosurveillance comprend les dispositions suivantes :

Fonctionnement au gaz :

Cheminées	SO ₂	NO _x , O ₂	Poussières et CO	COV, HAP, métaux
1 à 5		Mesure en continu	Mesure en continu pour le CO	

Fonctionnement au FOD :

Cheminées	SO ₂	NO _x , O ₂	Poussières et CO	COV, HAP, métaux
1, 2 et 4		Mesure en continu	Mesure en continu	Mesure périodique annuelle et à chaque changement de combustible

Les résultats d'autosurveillance des émissions atmosphériques sont envoyés trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées, accompagnés des commentaires en cas de dépassement des valeurs limites d'émission.

Les appareils de mesure en continu sont certifiés QAL1 selon la norme NF EN 14181. L'exploitant doit réaliser la première procédure QAL2 des appareils de mesure en continu selon cette norme dans les 5 années suivant la mise en service de l'installation. L'exploitant également réaliser la procédure QAL3. Un test annuel de surveillance est réalisé pour chaque appareil de mesure.

TITRE 3 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 3.1 INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1. BÂTIMENTS ET LOCAUX

L'article 1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 04 juin 2009 et l'article 7.3.2.1. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 sont remplacés par la prescription suivante :

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. Les accès entre la zone bureaux et le local chaufferie se font par un sas équipé de 2 portes de degré coupe-feu 30 min. Les murs coupe-feu ne peuvent supporter aucun équipement qui modifierait leur caractéristique de tenue au feu. En ce qui concerne la toiture, ses éléments de support sont réalisés en matériaux A1 et l'isolant thermique est réalisé en matériaux A1. L'ensemble de la toiture (éléments de support, isolant et étanchéité) doit satisfaire la classe BROOF(t3).

A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel, ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

Les locaux abritant les chaudières sont équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Ces exutoires représentent au minimum une surface correspondant à 1 % de la surface au sol mesurée en projection horizontale. Ces dispositifs sont à commande automatique doublée d'une commande manuelle placée à proximité des accès. Leur fonctionnement doit être vérifié tous les ans.

Un merlon en terre est disposé entre la zone de dépotage et la limite de propriété. Celui-ci doit s'élever à au moins 4 m de hauteur. L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

ARTICLE 3.1.2. RESSOURCES EN EAU ET MOUSSE

L'article 7.6.3. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est remplacé par les dispositions suivantes :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- un réseau d'eau incendie, capable de fournir le débit nécessaire pour alimenter, dès le début d'un incendie, les 4 poteaux incendie assurant la défense incendie du site. Il est maillé et sectionnable. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement, et notamment à proximité des dépôts de matières et des postes de chargement et déchargement des produits et déchets.

ARTICLE 3.1.3. CONSIGNES GENERALES D'INTERVENTION

L'article 7.6.5. de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est supprimé.

ARTICLE 3.1.4. PRESCRIPTIONS SPÉCIFIQUES

Le titre 8 de l'arrêté préfectoral du 12 août 2008 est supprimé.

